

« Ne dévions pas : l'équilibre en 2020 »

ASSAINISSEMENT La « mise au point » de Sophie Wilmès après les commentaires N-VA...

Budget et périphérie

Députée fédérale MR, ministre du Budget dans le gouvernement de Charles Michel (elle a remplacé Hervé Jamar fin 2015), Sophie Wilmès est née le 15 janvier 1975 à Ixelles. Elle emmène les libéraux-réformateurs dans la périphérie bruxelloise. Certains voient en elle une possible future présidente du MR. (D.Ci)

- Accélérer le rythme de l'assainissement ?
- Produire un effort supplémentaire ?
- Atteindre l'équilibre budgétaire dès 2019 ?
- Dans la majorité, certains poussent, la N-VA n'est pas en reste.
- La ministre du Budget, Sophie Wilmès (MR), ne laisse pas passer.

Les commentaires volent dans la majorité fédérale sur le rythme de l'assainissement budgétaire et sur le calendrier retenu par le gouvernement pour atteindre l'équilibre des comptes : 2020 au lieu de 2019. Certains chrétiens-démocrates flamands s'en mêlent, comme Hendrik Bogaert, mais la N-VA se détache. Par la voix de Bart De Wever, son président, puis celle de Peter De

Roover, son chef de groupe à la Chambre, elle remet sur la table l'objectif 2019, en tout cas appelle à muscler l'assainissement dans la dernière ligne droite de la législature...

Cacophonique tout ça ? C'est le risque pour le « Seize » et Charles Michel : voir la suédoise s'abîmer dans les querelles sur la politique socio-économique, le budget de l'Etat, autant dire sa raison d'être depuis la signature de l'accord gouvernemental en 2014. Alors, libérale-réformatrice, ministre du Budget, Sophie Wilmès réagit, veut couper court aux débuts de polémiques. C'est sa « mise au point ».

A commencer par le retour à l'équilibre en 2020 bel et bien, pas en 2019. Ceci n'est pas négociable. Voici le raisonnement : « Je recontextualise brièvement :

pour la séquence 2018 et 2019, il y a une dégradation de la trajectoire budgétaire. J'avais expliqué cela début 2017 déjà au Parlement, évoquant alors l'évolution du "pacte de stabilité" im-

pliant le fédéral comme les entités fédérées. Où en est-on ? Les données budgétaires, fournies par le comité de monitoring, seront connues début juillet, mais on peut estimer que la détérioration dont j'ai parlé est de l'ordre de 0,4 % du PIB. Cela alors que nous voulons toujours arriver à un déficit de 0,68 % fin 2018. C'est sur cette base, sachant cela, cette détérioration, que nous avons décidé, au sein du gouvernement, de déplacer l'objectif d'équilibre à

2020. Nous "lisons" l'effort à produire. On peut estimer que sans cela, en gardant l'objectif de 2019, il faudrait trouver plus ou moins 5 milliards d'euros... En un an. D'où, je l'ai dit, la décision du gouvernement. »

« Un consensus large et clair »

Sophie Wilmès n'a pas de doute : le gouvernement, c'est « tous les partenaires » ? Elle les cite et n'en oublie aucun : « Tous les partis de la majorité fédérale sont tombés d'accord : N-VA, CD&V, VLD et MR. J'ajoute les partenaires des entités fédérées, concernés tout autant. Il y a un consensus large et clair. Nous en restons là. »

La libérale-réformatrice justifie : « Pourquoi lisser l'effort ? Parce que le travail du gouvernement ne se limite pas à l'assainissement budgétaire, il a trait à la relance économique et

à la création d'emplois. Sans relance, sans création d'emplois, une économie est atone. Le budget sert l'économie, pas l'inverse. L'assainissement et la relance sont complémentaires, l'un ne doit pas freiner l'autre.

Nous en sommes tous conscients dans la majorité, nous travaillons dans ce sens. »

La N-VA prend sa part, elle est dans l'équipe : « Johan Van Overtveldt, ministre des Finances, a été clair en commission parlementaire, il n'y a pas de doute sur l'objectif 2020. »

Les élections approchent...

Quant à Peter De Roover, chef de groupe à la Chambre, qui remettait en avant l'objectif 2019 mardi dans nos colonnes, elle expédie sans provoquer outre mesure : « Probablement, il y a un peu de fébrilité chez certains à l'approche des élections communales. Mais j'appelle chacun à garder son sang-froid. A éviter les analyses à l'emporte-pièce, qui donnent l'impression que l'on pourrait atteindre l'équilibre budgétaire dès 2019 juste en le voulant, comme ça, simplement. »

Avant Peter De Roover, Bart De Wever avait entonné déjà l'air de la « rigueur austéritaire », déploré que le gouvernement, disait-il, n'avait plus... la niaque : « Il y a peut-être une mécompréhension, je ne veux pas entrer dans la polémique. La ligne du gouvernement est celle de tous les partenaires. L'approche des élections ne doit pas nous faire dévier. »

La ministre du Budget sollicite l'équipe : « Notre politique socio-économique porte ses fruits en termes de création d'activité, création d'emplois et d'amélioration du pouvoir d'achat, c'est ce qui nous motive tous. » Message : ne gâchons pas notre bilan à deux pas des urnes. ■

DAVID COPPI

DÉFICIT

Les « trois raisons » de la « détérioration » des comptes

La ministre du Budget illustre la « détérioration » des comptes en 2018-2019, « prévue, comme je l'avais expliqué déjà au Parlement début 2017 », et identifie trois grandes raisons, en synthèse... « Il y a l'impact de la modification du calcul des

transferts - pensez notamment à l'IPP - aux entités fédérées. Ajoutez l'effet de l'augmentation des dépenses primaires dans l'ensemble, dont la contribution à l'Europe, dans le cadre du programme de financement pluri-annuel de l'Union. Enfin, c'est en partie la conséquence du tax shift, dont une part doit être financée encore en 2019, comme c'était prévu et comme

cela a toujours été dit. » Dans l'opposition, ils plongeront sur l'argument : c'est la faute au tax shift... Sophie Wilmès redresse : « Le tax shift, c'est une opération de 8 à 9 milliards d'euros au total, et 5 milliards repartent directement en pouvoir d'achat. C'est une réalité objective. Les détracteurs du tax shift veulent-ils que l'on prive les revenus les plus faibles de l'augmentation

prévue : environ 150 euros net par mois ? Et puis, le tax shift, c'est une opération globale : on pousse le pouvoir d'achat, on améliore la compétitivité des entreprises, et tout cela a un effet vertueux sur l'économie et l'emploi. Un chiffre encore : prenez le "revenu disponible réel", il ne progressait pas ou baissait même avant 2014, il augmente de 2 % en 2018. C'est l'effet d'une politique socio-économique ambitieuse. »

D.CI